

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 20 FÉVRIER 2023**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16		
QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
16	0	0
OBJET DE LA DECISION		
N° 23/67		
AVENANT N°1 A L'AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE CONSENTIE A LA METROPOLE TPM PAR LE MINISTERE DES ARMEES RELATIVE A UNE FRACTION DE TERRAINS AU SEIN DE L'ARSENAL DU MOURILLON		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

PRESENTS :

M. Jean-Louis MASSON, M. Thierry ALBERTINI, M. Ange MUSSO, M. Robert BENEVENTI, M. Gilles VINCENT, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Robert CAVANNA, M. Hubert FALCO, M. Hervé STASSINOS, M. Francis ROUX, M. Arnaud LATIL, Mme Nathalie BICAIS, M. Jean-Pierre COLIN, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Christian SIMON, Mme Geneviève LEVY.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 23/67

BUREAU DU 20 FÉVRIER 2023

**O B J E T : AVENANT N°1 A L'AUTORISATION D'OCCUPATION
TEMPORAIRE CONSENTIE A LA METROPOLE TPM
PAR LE MINISTERE DES ARMEES RELATIVE A UNE
FRACTION DE TERRAINS AU SEIN DE L'ARSENAL DU
MOURILLON**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la
Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°21/12/406 du 16 décembre 2021 portant délégations au
Président et au Bureau,

VU la décision du Bureau Métropolitain n°19/259 du 18 mars 2019 concernant la convention financière relative aux travaux de création d'une percée visuelle au nord de l'emprise du Mourillon,

VU la décision du Bureau Métropolitain n°20/117 du 17 février 2020 autorisant l'occupation temporaire d'une fraction de terrains au sein de l'Arsenal du Mourillon,

VU la proposition d'avenant n°1 à l'Autorisation d'Occupation Temporaire du 3 septembre 2019 ci-annexée,

CONSIDERANT que la Métropole a attribué au Ministère des Armées une subvention pour la réalisation de travaux en vue de la création d'une percée visuelle au nord de l'Arsenal du Mourillon,

CONSIDERANT qu'en contrepartie, le Ministère des Armées a autorisé la Métropole à occuper le site, sur une superficie de 3 055 m² environ et à l'exploiter par le biais d'une Autorisation d'Occupation Temporaire,

CONSIDERANT que l'autorisation susvisée a été accordé pour une durée de 3 ans, à compter du 3 septembre 2019, moyennant le versement d'une redevance annuelle révisable de 490 euros,

CONSIDERANT que l'avenant n°1 à l'Autorisation d'Occupation Temporaire du 3 septembre 2019, propose de prolonger la durée maximale de 6 ans à compter de la signature de l'acte,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'APPROUVER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

D'ACCEPTER l'avenant n°1 à l'Autorisation d'Occupation Temporaire délivrée par le Ministère des Armées pour une durée de 6 ans, moyennant une redevance annuelle révisable de 490 euros.

ARTICLE 3

DE DIRE que les dépenses correspondantes seront imputées sur les crédits ouverts sur l'Op. 5130 en 6132, Budget Principal.

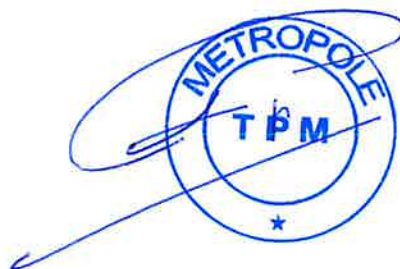
Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 20 février 2023

Hubert FALCO

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Ancien Ministre

POUR	16
CONTRE	0
ABSTENTION	0





**MINISTÈRE
DES ARMÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Secrétariat général
pour l'administration

**CENTRE INTERARMÉES DE
COORDINATION DU SOUTIEN**

BASE DE DÉFENSE DE TOULON

*Etablissement du service d'infrastructure
de la défense de Toulon*

Direction des opérations
Division gestion et maintenance du patrimoine
Bureau administration du domaine
Section domanialité

AVENANT N° 1

A L'AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE NON CONSTITUTIVE DE DROITS REELS DU 3 SEPTEMBRE 2019

Immeuble : ARSENAL DU MOURILLON

G2D

CHORUS

Site :

830137542A

158586

Le contre-amiral Marcellin-Régis CHARPY, commandant la base de défense de Toulon,

Vu le code général de la propriété des personnes publiques (CG3P), notamment les articles L.2122-1 à L.2122-3, L.2122-5 et L.2125-1 à L.2125-6, R.2122-4, R.2122-7, R.2125-1 à R.2125-3 et R.2125-5 ;

Vu le code de la défense ;

Vu l'arrêté du 27 décembre 2012 modifié portant délégation des pouvoirs du ministre de la défense en matière domaniale ;

Exposé préalable

L'État, ministère des Armées a autorisé la Métropole-Toulon-Provence-Méditerranée (MTPM) à occuper une fraction de terrains d'environ 3055 m², au sein de l'immeuble « Arsenal du Mourillon » dans le cadre de l'exécution de la convention relative à la création d'une « percée visuelle » dans l'attente du transfert de la fraction nord de l'immeuble ci-dessus désigné. L'acte d'occupation arrivant à échéance le 3 septembre 2022, il convient d'en prolonger la durée.

En conséquence,

Compte tenu des motifs exposés,

DECIDE

ARTICLE 1

Le premier paragraphe de l'article 3 – DUREE – ENTREE EN VIGUEUR de l'autorisation d'occupation temporaire du 3 septembre 2019 est modifié comme suit :

Lire : l'autorisation qui fait l'objet de la demande susvisée est accordée pour une durée maximale de six (6) ans à compter de la signature du présent acte.

En lieu et place de : l'autorisation, qui fait l'objet de la demande susvisée, est accordée pour une durée maximale de 3 ans à compter de la signature du présent acte.

ARTICLE 2

Toutes les autres dispositions de l'autorisation d'occupation temporaire du 3 septembre 2019 qui ne sont pas contraires au présent avenant restent inchangées.

ARTICLE 3

Quatre ampliations de cet avenant seront adressées à monsieur le directeur départemental des finances publiques du Var pour notification au permissionnaire de celle qui lui est destinée.

Fait à Toulon, le

31.08.2022

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'F' followed by a cursive 'lu' and a horizontal line.



MINISTRE DES ARMÉES



CENTRE INTERARMÉES DE
COORDINATION DU SOUTIEN
BASE DE DÉFENSE DE TOULON

**AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU
DOMAINE PUBLIC NON CONSTITUTIVE DE DROITS
REELS**

Immeuble : ARSENAL DU MOURILLON



SERVICE D'INFRASTRUCTURE
DE LA DÉFENSE

Etablissement de Toulon
Direction des opérations
Division gestion et maintenance du
patrimoine
Bureau administration du domaine
Section domanialité

	G2D	CHORUS
Site	830137542 A	158596
Composants :	32	158596/289681
	51	158596/289779
	80	158596/289774
	26	158596/311706

Code CREDO : D000014

Le contre-amiral Laurent HEMMER, commandant la base de défense de Toulon,

Suite à la demande en date du 28 décembre 2018 présentée par la METROPOLE-TOULON-PROVENCE-MEDITERRANEE (MTPM) représentée par monsieur Hubert FALCO, son président- n°SIRET : 24830054300217 - sise 107, boulevard Henri Fabre à Toulon (83 000) ;

Vu le code général de la propriété des personnes publiques (CG3P), notamment les articles L.2122-1 à L.2122-3, L.2122-5 et L.2125-1 à L.2125-6, R.2122-4, R.2122-7, R.2125-1 à R.2125-3 et R.2125-5 ;

Vu le code de la défense ;

Vu l'arrêté du 27 décembre 2012 modifié portant délégation des pouvoirs du ministre de la défense en matière domaniale ;

Vu l'attestation n°505132 du 11 mai 2016 prise en application des dispositions des articles R. 733-3 et suivants du code de la sécurité intérieure ;

Vu la convention relative à la création d'une « percée visuelle » au nord de l'emprise du Mourillon en date du 17 avril 2019 ;

Vu l'avis du directeur départemental des finances publiques du 17 décembre 2018 ;

Etablissement du Service d'Infrastructure de la Défense de Toulon
BCRM Toulon – Boîte postale 71 – 83800 Toulon cedex 9



083 - 137 - 223406

Sous réserve de l'engagement à souscrire par le permissionnaire de payer la redevance annuelle fixée par le directeur départemental des finances publiques,

DECIDE

ARTICLE 1 – OBJET

L'État, ministère des armées autorise la METROPOLE-TOULON-PROVENCE-MÉDITERRANÉE (MTPM), dénommée le permissionnaire, représentée par monsieur Hubert FALCO, son président, à occuper une fraction de terrains d'environ 3 055 m², au sein de l'immeuble « Arsenal du Mourillon » à Toulon, n°G2D: 830137542A, n° Chorus: 158596, dans le cadre de la procédure de cession de la fraction nord de « l'Arsenal du Mourillon », laquelle a été déclarée sans emploi par le ministère des armées.

ARTICLE 2- DESIGNATION

L'État, ministère des armées autorise MTPM à occuper une fraction d'emprise d'environ 3 055 m² de l'immeuble « Arsenal du Mourillon » d'une superficie totale de 149 015 m², supportant au jour de la délivrance du présent acte les composants suivants :

- composant G2D n° 0032 dénommé MO 02 d'une superficie bâtie de 474 m²
- composant G2D n° 0051 dénommé MO 01 d'une superficie bâtie de 667 m²
- composant G2D n° 0080 dénommé MO 075 d'une superficie bâtie de 634 m²
- une fraction d'environ 1 284 m² du composant aire aménagée G2D n° 0026 dénommé « routes/parkings/cale » d'une superficie totale de 59 221 m².

Ces composants, situés sur la parcelle cadastrale BX1 de la commune de Toulon, seront déconstruits par l'Etat-ministère des armées dans le cadre de l'exécution de la convention relative à la création d'une « percée visuelle » au nord de l'emprise du Mourillon figurant dans les visas du présent acte.

La délimitation exacte du périmètre mis à disposition après l'édification et la réception du mur d'enceinte pourra être régularisée par voie d'avenant au présent acte.

ARTICLE 3 – DUREE – ENTREE EN VIGUEUR

L'autorisation, qui fait l'objet de la demande susvisée, est accordée pour une durée maximale de 3 ans à compter de la signature du présent acte.

L'occupation cessera de plein droit à l'expiration de cette période, ou à la date de cession ou de transfert du site si cette date est antérieure.

Elle sera périmée au terme d'un an s'il n'en a pas été fait usage avant l'expiration de ce délai.

La demande de renouvellement de l'autorisation devra être présentée par le permissionnaire trois mois avant l'expiration de la période d'autorisation en cours.

L'autorisation entre en vigueur à compter de l'accomplissement des deux conditions cumulatives suivantes :

- la réception du mur d'enceinte nouvellement édifié, par l'établissement du service infrastructure de la défense de Toulon (ESID TLN) ;
- le dernier versement effectué par le permissionnaire au profit de l'Etat-ministère des armées, conformément à la convention relative à la création d'une « percée visuelle » au nord de l'emprise du Mourillon figurant dans les visas du présent acte.

ARTICLE 4 – CARACTERISTIQUES DE L'OCCUPATION

La présente autorisation ne peut en aucun cas être considérée comme convention ouvrant droit, suivant le cas, soit à la propriété commerciale, soit aux avantages conférés par les baux ruraux, soit aux avantages conférés par les locations de locaux d'habitation.

Le présent titre d'occupation ne confère pas à son titulaire de droits réels prévus par le code général de la propriété des personnes publiques et par la jurisprudence.

La présente autorisation est rigoureusement personnelle. Le permissionnaire ne pourra donc, de quelque manière que ce soit, en transférer le bénéfice à quiconque.

En outre, il sera résilié de plein droit en cas de décès du permissionnaire, ou pour les personnes morales en cas de changement d'objet, de forme juridique, cessation d'activité ou dissolution.

Le permissionnaire est tenu d'occuper lui-même et d'utiliser directement et en son nom et sans discontinuité les biens mis à sa disposition.

Toute sous-location de ces biens et toute cession de la présente autorisation sont interdites.

En cas de cession irrégulière de la part du permissionnaire, celui-ci continuera à être responsable vis à-vis du ministère des armées de toutes ses obligations, notamment du paiement de la redevance.

En fonction de la situation pyrotechnique et de la nature de l'occupation : le permissionnaire est informé que le terrain qu'il occupe n'a pas fait l'objet d'opérations de déminage. En conséquence, il s'abstiendra de procéder à des excavations pouvant mettre à jour des engins non neutralisés et signalera à l'autorité militaire toute découverte d'objets suspects.

Les agents de l'État (Armées, service local du domaine) auront la faculté de pénétrer dans l'immeuble concédé.

ARTICLE 5 – CONDITIONS PARTICULIERES DE L'OCCUPATION

Le permissionnaire s'engage à supporter les frais de consommations et raccordement aux divers réseaux : eau, électricité, et enlèvement des ordures ménagères. Un protocole de refacturation des consommations d'électricité et d'eau passé entre l'établissement du service d'infrastructure de la défense (ESID) et le permissionnaire détermine le mode de remboursement de ces dépenses.

Toute demande du permissionnaire pour réaliser des sondages ou des études préalables portant sur la zone mise à disposition au titre du présent acte ou sur la zone cessible de l'arsenal du Mourillon seront instruites par le ministère des armées et pourront donner lieu à des autorisations ponctuelles.

ARTICLE 6 – ETAT DES LIEUX

Un état des lieux sera dressé contradictoirement par les parties lors de la mise à disposition des biens précités (état des lieux d'entrée) et lors de leur restitution (état des lieux de sortie).

ARTICLE 7 - REDEVANCE

En raison de l'autorisation d'occupation du domaine public militaire dont il bénéficie, le permissionnaire versera chaque année une redevance révisable de 490€ à la direction départementale des finances publiques du Var.

Cette redevance, qui pourra être révisée dans les conditions fixées par l'article R.2125-3 du code général des propriétés des personnes publiques, commencera à courir à partir du premier jour du mois suivant la date d'entrée en vigueur du présent acte, tel qu'indiqué à l'article 3 ci-avant.

Cette redevance sera révisée les années suivantes, à date d'anniversaire de la présente autorisation, conformément aux dispositions de l'article R.2125-3 du code général de la propriété des personnes publiques et notamment en fonction de l'évolution à la hausse de l'indice TP 02 ou de tout autre indice qui pourrait lui être substitué en cas de disparition.

L'indice TP 02 de référence sera celui du mois de mai 2018, à savoir 112.04.

En cas de retard dans les paiements, en application de l'article L.2125-5 du code général de la propriété des personnes publiques, les sommes restant dues seront majorées d'intérêts moratoires au taux légal.

ARTICLE 8 – RESPONSABILITE DU PERMISSIONNAIRE

Le permissionnaire fera son affaire personnelle de tous risques et litiges de quelque nature qu'ils soient, provenant de l'utilisation qu'il fait du domaine mis à sa disposition. Il sera seul responsable aussi bien envers le ministère des armées qu'à l'égard des tiers, de tous accidents, incidents, dégâts ou dommages.

Le permissionnaire s'engage à entretenir et conserver de manière raisonnable l'immeuble mis à disposition, à en assurer le gardiennage et maintenir les lieux en constant état de propreté.

Le permissionnaire ne pourra modifier l'état des lieux de l'ouvrage concédé, y réaliser des terrassements ou y entreprendre de construction nouvelle de quelque nature qu'elle soit (légère, demi dure, dure) avant d'en avoir soumis le projet détaillé à l'approbation écrite du directeur de l'établissement du service d'infrastructure de la défense de Toulon.

ARTICLE 9 – OBLIGATIONS D'ASSURANCES

Le permissionnaire devra souscrire les polices d'assurances correspondant aux obligations et responsabilités qui lui incombent et communiquer les copies des contrats d'assurance et leurs avenants dans le mois de leur signature.

Ces contrats devront notamment garantir sa responsabilité civile, les risques d'incendie, de voisinage, les dégâts des eaux, d'explosion, la foudre, le vandalisme et autres dommages pouvant survenir au domaine mis à disposition.

Les polices souscrites devront garantir le ministère des armées contre le recours des tiers pour quelque motif que ce soit, tiré de cette utilisation.

Les compagnies d'assurances auront communication des termes de la présente autorisation afin de rédiger en conséquence leurs garanties. Mention de cette communication sera faite dans chaque contrat d'assurance.

Le permissionnaire prendra toutes les dispositions pour résilier en temps utile les polices souscrites de sorte que la responsabilité du ministère des armées ne soit recherchée pour la continuation de ces contrats après expiration de l'autorisation.

Le ministère des armées pourra en outre, à toute époque, exiger du permissionnaire la justification du paiement régulier des primes d'assurances. Cette communication n'engagera en rien la responsabilité du ministère des armées pour le cas où, à l'occasion d'un sinistre, l'étendue des garanties ou le montant des assurances s'avèreraient insuffisants.

ARTICLE 10 – RETRAIT-REVOCATION-RENONCIATION

L'autorisation est accordée à titre précaire et révocable et pourra, de ce fait, être retirée à toute époque, en cas d'inexécution des conditions imposées ou bien si les besoins des armées ou un intérêt public justifient cette mesure ce dont l'administration restera seul juge, et ce, sans que le permissionnaire ou ses ayants droit puissent prétendre à une indemnité ou à un dédommagement quelconque.

1/ Retrait à l'initiative du ministère des armées

Le ministère des armées se réserve le droit de retirer pour un motif d'intérêt général (notamment en cas de vente de l'immeuble) l'autorisation du présent acte sans que le permissionnaire puisse prétendre à indemnisation.

Le retrait sera prononcé par décision du ministère des armées. La notification au permissionnaire en sera faite par lettre recommandée avec accusé réception. Celui-ci prendra ses dispositions pour libérer les lieux dans le délai imparti par le ministère des armées, en cas d'aliénation de l'immeuble, ce délai ne pourra être inférieur à six mois.

2/ Révocation à l'initiative du ministère des armées

Le ministère des armées pourra révoquer l'autorisation du présent acte, en cas de non-respect par le permissionnaire de ses obligations, quinze jours après mise en demeure restée infructueuse.

Dans cette situation, le permissionnaire ne peut prétendre à aucune indemnité, quelle qu'elle soit, notamment pour investissement ou frais engagés par lui dans l'intérêt du domaine mis à sa disposition.

3/ Renonciation à l'initiative du permissionnaire

Le permissionnaire peut renoncer au bénéfice de l'autorisation, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Suite à une renonciation de sa propre initiative, le permissionnaire ne pourra prétendre à aucune indemnité.

Dans tous les cas de retrait ou de révocation ou de renonciation du permissionnaire, les redevances domaniales payées d'avance resteront acquises à l'Etat sans préjudice du droit, pour ce dernier, de poursuivre le recouvrement de toutes les sommes pouvant lui être dues.

ARTICLE 11 – SORT DES BIENS A LA CESSATION DE L'AUTORISATION

A l'expiration de la durée de la présente autorisation pour quelque cause que ce soit, le permissionnaire devra remettre les lieux en leur état primitif, faute de quoi les mesures nécessaires pour y parvenir seront prises d'office aux frais du permissionnaire par l'autorité militaire, à moins que cette dernière n'accepte formellement le maintien partiel ou total des installations dont le permissionnaire devra, dans ce cas, faire abandon gratuit au ministère des armées.

ARTICLE 12 – NULLITE

Si l'une ou plusieurs stipulations de la présente autorisation sont tenues pour non valides ou déclarées telles, en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur fin et leur portée.

ARTICLE 13 – ATTRIBUTION DE JURIDICTION

Le tribunal administratif compétent pour toutes les actions dont la présente autorisation est l'objet, la cause, ou l'occasion est celui dans le ressort duquel est situé l'immeuble précité.

ARTICLE 14 – CONFIDENTIALITE ET SECRET PROFESSIONNEL

Les parties sont tenues au secret professionnel. Ainsi, elles s'engagent à assurer la confidentialité des informations auxquelles elles auront accès au cours de l'exécution de la présente autorisation, et notamment à ne pas divulguer l'ensemble des informations techniques.

ARTICLE 15 – IMPOTS TAXES, DECLARATIONS

Le permissionnaire devra supporter seul la charge de tous les impôts, et notamment les taxes foncières auxquelles sont actuellement ou pourraient éventuellement être assujettis les terrains, aménagements et installations, quelles qu'en soient l'importance et la nature, qui seraient exploités en vertu de la présente autorisation.

Le permissionnaire fera, en outre, s'il y a lieu et sous sa responsabilité, la déclaration notamment de constructions nouvelles prévues par le code général des impôts (article 1 406 C.G.I.).

Le permissionnaire ne pourra se prévaloir de la présente autorisation pour échapper à la réglementation générale ou particulière en matière d'urbanisme ou de respect de l'environnement.

ARTICLE 16 – POLLUTION PYROTECHNIQUE ET/OU INDUSTRIELLE

Une attestation prise en application des dispositions des articles R.733-3 et suivants du code de la sécurité intérieure a été établie le 11 mai 2016.

Cette dernière précise que la recherche historique « n'a pas mis en évidence des activités ou événements susceptibles d'avoir occasionné une pollution pyrotechnique ».

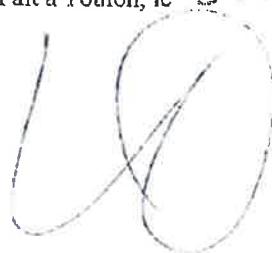
ARTICLE 17 – ANNEXES

- Plan de situation
- Plan cadastral
- Plan des occupations
- Attestation n°505132/SID/ESID-TLN/D/DO/GMP/BGP/DOM du 11 mai 2016
- Courrier du 28 décembre 2018

ARTICLE 18 – AMPLIATIONS

Quatre ampliations de la présente autorisation seront adressées, par l'établissement du service d'infrastructure de la défense de Toulon, à monsieur le directeur départemental des finances publiques du Var pour notification au permissionnaire de celle qui lui est destinée.

Fait à Toulon, le 3 mai 2019



This is a detailed historical map of Toulon, France. The map shows the city of Toulon, the harbor (Petite Rade), and the surrounding areas. Key features include the city of Toulon, the harbor (Petite Rade), the sea (Mer), and the surrounding hills. A red circle highlights a specific area in the harbor. A compass rose is visible in the bottom right corner.

**SERVICE D'INFRASTRUCTURE
DE LA DEFENSE**

SGA
Service Général pour l'Armée

SLD

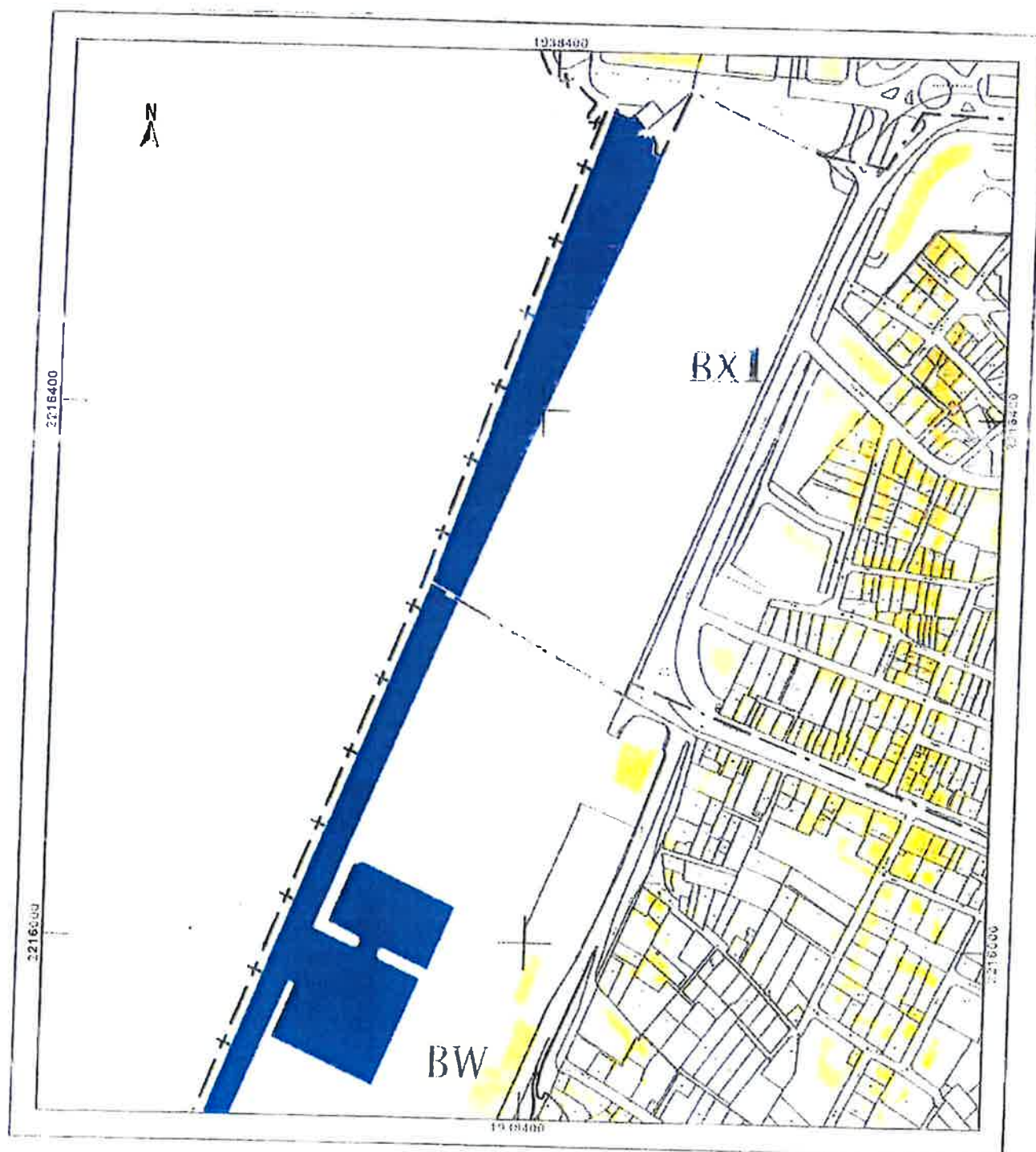
Direction des Opérations - Division Gestion et Maintenance
du Patrimoine - Bureau Administration du Domaine
Section Domaines

BP 71 - 83800 TOULON CEDEX 9
Tél: 04 22 42 45 34 Fax: 04 22 43 44 93

TOULON

**ARSENAL
DU MOURILLON**

830 137 542 A	DECEMBRE 2018
AFFAIRE: AOT MTPM	
PLAN CADASTRAL	
REFERENCES CADASTRALES	
BX 1	



SERVICE D'INFRASTRUCTURE
DE LA DEFENSE



Direction des Opérations - Division Gestion et Maintenance
du Patrimoine - Bureau Administration du Domaine
Section Domainalité

BP 71 - 83800 TOULON CEDEX 9
Tél: 04 22 42 46 54 Fax: 04 22 42 44 98

TOULON

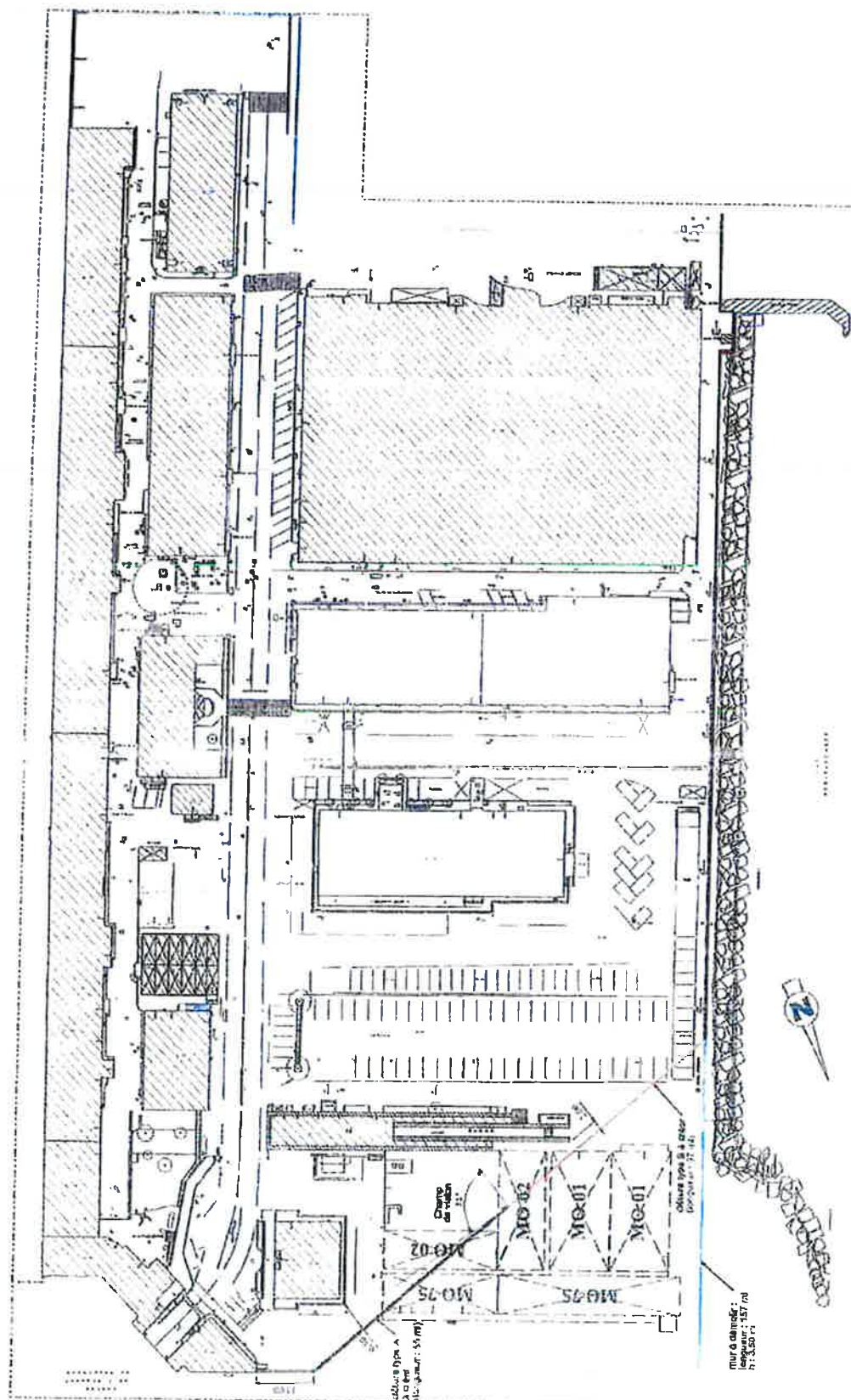
ARSENAL
DU MOURILLON

830 137 542 A

Décembre 2018

AFFAIRE: AOT MTPM

PLAN DES OCCUPATIONS





MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

Toulon, le 14 Mai 2016
N° 505132 SID/ESID-TLN/D/DO/GMP/BGP/DOM



SERVICE D'INFRASTRUCTURE
DE LA DÉFENSE

Établissement de Toulon
Bureau gestion du patrimoine

ATTESTATION CONCERNANT LE VOLET PYROTECHNIQUE

Conformément aux dispositions des articles R. 733-3 et suivants du code de la sécurité intérieure,

Au vu de l'étude historique de pollution pyrotechnique de référence 501060 SID/ESID-TLN/D/DO/GEP/GTP du 07 juin 2013 (en pièce jointe), le directeur de l'établissement du Service d'Infrastructure de la Défense de Toulon certifie que l'immeuble ci-après désigné :

Immeuble : ARSENAL DU MOURILLON PARTIE NORD (83)

N° G2D : 830 137 542A

Site CHORUS : 158596

a fait l'objet d'un examen de sa situation au regard des opérations mentionnées à l'article R. 733-3 et suivants du code de la sécurité intérieure dans le cadre d'une recherche historique telle que définie au premier alinéa de l'article 5 du décret n° 2005-1325 du 26 octobre 2005 modifié relatif aux règles de sécurité applicables lors des travaux réalisés dans le cadre d'un chantier de dépollution pyrotechnique et que cette recherche historique n'a pas mis en évidence des activités ou événements susceptibles d'avoir occasionné une pollution pyrotechnique.

Cette attestation est communiquée au ministre de l'intérieur, aux préfets des départements concernés, aux maires des communes concernées.

Elle est délivrée à la commune de Toulon dans le département du Var.

L'ingénieur général des travaux maritimes
Michel RAINERO
Directeur

Destinataires Extérieurs : Commune de Toulon – Préfet du Var – Ministère de l'Intérieur (Direction générale de la Sécurité Civile et de la Gestion de crise)

Destinataires Intérieurs : GMP/BGP/DOM - DO/GMP/ESID TLN



BCRM de Toulon - ESID de Toulon - Boîte postale 71 - 83800 Toulon cedex 9

Modèle d'attestation pyrotechnique - version 3

